

**Altermondialisation en faveur des êtres humains et
de la terre (AGAPE)**

**Colloque sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie
Perspectives œcuméniques africaines**

**5-9 novembre 2007
Dar es-Salam, Tanzanie**

Rapport



**Conseil œcuménique des Eglises
Programme Témoignage public
Projet « pauvreté, richesse et écologie »
www.wcc-coe.org
e-mail : rrm@wcc-coe.org**

Traduit de l'anglais

TABLE DES MATIERES

1.	AVANT-PROPOS	3
2.	SYNTHESE GENERALE DU COLLOQUE.....	4
3.	DECLARATION DE DAR ES-SALAM SUR LES LIENS ENTRE PAUVRETE, RICHESSE ET ECOLOGIE EN AFRIQUE	7
4.	DECLARATION DE THEOLOGIENS SUR LA PAUVRETE, LA RICHESSE ET L'ECOLOGIE EN AFRIQUE	12
5.	DECLARATION D'AFRICAINES SUR LA PAUVRETE, LA RICHESSE ET L'ECOLOGIE	19
6.	DECLARATION DE JEUNES AFRICAINS SUR LA PAUVRETE, LA RICHESSE ET L'ECOLOGIE.....	24
7.	MESSAGE DES PARTENAIRES ŒCUMENIQUES	28
8.	PRINCIPALES OBSERVATIONS SUR LA CREATION DE RESEAUX POUR UN MOUVEMENT S'OCCUPANT DES PROBLEMES LIES A LA PAUVRETE, LA RICHESSE ET L'ECOLOGIE.....	29
9.	LISTE DES PARTICIPANTS.....	30

1. Avant-propos

Le colloque AGAPE sur le thème: « Liens entre pauvreté, richesse et écologie – Perspectives œcuméniques africaines » est le premier d'une série de colloques régionaux dont les prochains auront lieu, d'ici à 2011, dans les régions Asie/Pacifique, Amérique latine/Caraïbes, Amérique du Nord et Europe. Le présent rapport reprend les déclarations faites, essentiellement par des représentants africains d'Eglises à l'occasion de ce colloque, qui s'est tenu à Dar es-Salam, en Tanzanie. Si elles ont dans une certaine mesure inspiré la déclaration de Dar es-Salam, les déclarations rédigées par l'atelier des théologiens, par celui des Africaines et par celui des jeunes en sont indépendantes. Toutes ces déclarations devraient relancer les activités qui, dans cette région du monde, ont pour but la justice économique, et devraient mener à la création d'un réseau qui prolongera les conclusions de l'étude sur la pauvreté, la richesse et l'écologie en Afrique. Ces déclarations sont communiquées à tous les participants pour les encourager à traduire en pratique les recommandations qui y sont faites. Ce bref rapport ne reprend pas les différents exposés présentés au cours du colloque ; ultérieurement, un rapport global devrait inclure la totalité de ces documents. Par ailleurs, un certain nombre de représentants d'Eglises d'Asie et du Pacifique, d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord ont, par leurs contributions à ce colloque, fait connaître les perspectives de ces autres régions.

Si ce colloque a été un succès, cela est dû à la coopération entre la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), l'Alliance réformée mondiale (ARM), le Council of World Mission (CWM), la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (FUACE) et le Conseil chrétien de Tanzanie (CCT). Nous tenons à remercier ici toutes les personnes qui ont contribué à ce succès : intervenants, modérateurs, rapporteurs et rédacteurs des déclarations, et notamment Mme Athena Peralta, qui a revu et corrigé ces textes. Nous remercions aussi tout particulièrement le bureau du Premier ministre de Tanzanie, qui a préparé et présenté le discours qui a servi d'introduction au colloque. Enfin, merci à tous les participants de leurs contributions pertinentes et constructives.

Rogate R. Mshana

Chargé du programme « Justice économique »

Pauvreté, richesse et écologie : effets de la mondialisation économique

Témoignage public : face au pouvoir, affirmer la paix

2. Synthèse générale du colloque

Organisé par le COE en coopération avec des partenaires œcuméniques du 5 au 9 novembre 2007, le colloque de Dar es-Salam sur le thème : « Liens entre pauvreté, richesse et écologie – Perspectives œcuméniques africaines » a rassemblé 65 représentants d’Églises, jeunes, femmes, hommes et théologiens, en majorité originaires d’Afrique. Des participants venus d’Asie, d’Amérique latine, d’Europe et d’Amérique du Nord ont fait part de leur expérience dans leurs régions et pays respectifs.

Le colloque s’est penché sur les questions critiques suivantes : pourquoi, alors que le monde est très riche, plus de la moitié de la population mondiale est-elle pauvre ? Pourquoi la majorité des Africains sont-ils embourbés dans la pauvreté alors que ce continent possède d’abondantes ressources naturelles ? De quelles manières l’appauvrissement et l’enrichissement sont-ils liés ? De quelles manières ces deux faces d’une même médaille ont-elles un effet négatif sur l’écologie africaine, et quelle est leur relation à une paix juste ? Que peuvent nous dire la théologie et les perspectives des femmes et des jeunes sur ces questions dans le contexte africain ? Que peut faire la famille œcuménique africaine pour résoudre ces problèmes ?

La réunion de Dar es-Salam a été la première d’une série de rencontres régionales d’Églises sur le thème de « la pauvreté, la richesse et l’écologie », qui ont pour objectif d’approfondir le processus AGAPE lancé à l’occasion de l’Assemblée du COE à Harare en 1998 et qui a abouti à l’Appel AGAPE présenté à l’Assemblée de 2006 à Porto Alegre. Cet Appel AGAPE invite les Églises à œuvrer ensemble pour la transformation de l’injustice socio-économique et à poursuivre leurs analyses, leurs réflexions et leurs actions sur les problèmes posés par la mondialisation économique. Huit domaines d’action avaient été mentionnés : éradication de la pauvreté, commerce international, finance, exploitation durable de la terre et des ressources naturelles, biens et services publics, agriculture dispensatrice de vie, emplois convenables, travail émancipé et moyens de subsistance, et enfin les Églises et le pouvoir de l’empire.

A l’Assemblée de 2006, à Porto Alegre, deux principales positions se sont dégagées à propos de la mondialisation économique. La première mettait l’accent sur les réformes pratiques à apporter de l’intérieur au paradigme économique néolibéral. La seconde considérait que ce paradigme était la cause de la pauvreté et, pour une petite minorité, d’une extrême richesse ; elle exigeait un changement radical de ce paradigme pour pouvoir éradiquer la pauvreté, partager équitablement les ressources et assurer la durabilité écologique. Le colloque de Dar es-Salam a été une occasion importante d’approfondir le dialogue entre ces deux positions dans un contexte africain.

La première partie du colloque a été consacrée à des ateliers de théologiens, de femmes et de jeunes.

L’atelier des théologiens a posé le cadre théologique permettant d’analyser les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique ; pour cela, il s’est appuyé sur les textes bibliques et sur le concept de l’ubuntu et d’autres concepts africains similaires pour approfondir le sens de termes tels que « cupidité », ou « excès » ou « satisfaction ». Affirmant la relation entre justice et paix, cet atelier a étudié la théologie de la paix sur le marché ainsi que le concept africain de sokoni. Il a discuté du rôle que pouvait jouer la communauté œcuménique africaine – y compris par l’expression de voix prophétiques – pour s’attaquer aux problèmes liés au thème « pauvreté, richesse et écologie ».

L'atelier des femmes a contribué à élaborer et proposer des analyses – fondées sur des éthiques féministes – des interconnexions entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique. Il a évoqué et approuvé certaines stratégies adoptées par des Africaines pour vaincre la pauvreté, pour redéfinir la richesse et pour protéger l'environnement. Il a aussi manifesté sa volonté de renforcer et d'exploiter les synergies entre les Eglises et des groupes de femmes œuvrant pour la justice économique et écologique en élaborant un plan d'action des femmes pour la région.

L'atelier des jeunes s'est fait l'écho des avis et des projets de jeunes Africains à propos des relations entre pauvreté, richesse et écologie. Il a discuté de l'effet, sur la jeunesse africaine, de la mondialisation économique néolibérale ainsi que des réactions des jeunes Africains à ce phénomène. Les jeunes se sont particulièrement attachés à analyser la relation entre pauvreté et migration dans le contexte africain.

Dans la deuxième partie du colloque, les participants ont entendu des exposés présentés par le Bureau du Premier ministre de Tanzanie, un riche homme d'affaires tanzanien et une paysanne tanzanienne qui ont montré les liens entre pauvreté, richesse et écologie à partir de situations sociales différentes. Le représentant de l'Etat a mis en lumière le rôle des systèmes commerciaux et financiers mondiaux, en particulier des politiques commerciales agricoles et des instruments de la dette extérieure, dans l'appauvrissement de l'Afrique. Le représentant des entreprises a admis que la création de richesse orientée sur le profit débouche souvent sur l'exploitation des travailleurs et la détérioration de l'environnement, mais il a aussi montré par des exemples comment ces problèmes peuvent être atténués par des mesures à petite échelle. La femme en situation de pauvreté a mis au défi l'Etat et les entreprises d'agir avec détermination face à la corruption et aux inégalités entre les classes et les genres, notamment par des programmes éducatifs.

Les résultats de l'étude « Création de richesse, pauvreté et écologie en Afrique » ont été présentés et discutés. Cette étude montre comment la création de richesse puisant dans les ressources de la région a suscité une pauvreté massive et une destruction écologique en Afrique, à partir d'études de cas examinant les sujets suivants : agriculture et exploitation du bois en Tanzanie, extraction du cuivre en Zambie et production pétrolière au Nigeria. Plusieurs recommandations sont proposées aux niveaux local, national et international. L'étude suggère également une méthodologie permettant d'estimer un « seuil de l'excès » pour le continent africain.

Plusieurs experts européens se sont aussi exprimés, principalement dans l'intention de partager des expériences de leur région en rapport avec les questions de la pauvreté, de la richesse et de l'écologie. Ils ont traité le thème des systèmes de protection sociale, en mentionnant en particulier le rôle important joué par le secteur public et les mécanismes fiscaux face aux problèmes de la pauvreté et de la limitation de l'enrichissement ; ils se sont penchés aussi sur les problèmes en rapport avec l'expérience socialiste en Europe de l'Est, sur les recherches faites dans certains pays européens pour fixer un « seuil de l'excès », et sur les activités de défense des causes entreprises par les Eglises sur les questions de la pauvreté, de la richesse et de l'écologie. Les exposés ont également montré que le fossé entre pauvres et riches s'élargit même dans les pays européens.

En résumé, le colloque de Dar es-Salam :

- a réfléchi sur une base théologique à partir de laquelle étudier les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique dans le cadre des processus AGAPE et du Rassemblement œcuménique international pour la paix (ROIP) ;
- a discuté des perspectives des femmes et des jeunes d'Afrique sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie ;
- a procédé à des échanges de vues sur la pauvreté, la richesse et l'écologie, avec un chef d'Etat africain, une Africaine pauvre et un Africain riche ;
- a étudié les conclusions de l'étude sur la pauvreté, la richesse et l'écologie en Afrique réalisée à la demande du COE, et a défini, à l'intention des chrétiens, des repères permettant de fixer un « seuil de l'excès » en Afrique ;
- a procédé, entre représentants d'Eglises, à un échange Nord-Sud et Sud-Sud de perspectives et de pratiques sur les causes de la pauvreté, de l'inégalité et de la destruction de l'environnement et sur les moyens d'y remédier ; et
- a proposé des stratégies et actions communes que devraient adopter les Eglises face aux problèmes interdépendants que sont la pauvreté, la richesse excessive et la dégradation de l'environnement en Afrique.

Le colloque de Dar es-Salam a produit des documents importants qui seront communiqués aux prochaines rencontres régionales d'Eglises sur la pauvreté, la richesse et l'écologie, à savoir :

- Déclaration de Dar es-Salam sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique ;
- Déclaration de théologiens sur la pauvreté, la richesse et l'écologie en Afrique ;
- Déclaration d'Africaines sur la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- Déclaration de jeunes Africains sur la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- Message des partenaires œcuméniques
- Principales observations sur la création de réseaux pour un mouvement s'occupant des problèmes liés à la pauvreté, la richesse et l'écologie.

3. Déclaration de Dar es-Salam sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique

Préambule

Nous, Africains croyants – jeunes, femmes, hommes, militants, théologiens et dirigeants d'Eglises –, nous sommes réunis dans un esprit de communauté et de discernement critique à Dar es-Salam (Tanzanie) du 5 au 9 novembre 2007 pour :

- faire connaître les perspectives de femmes et de jeunes sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie dans le contexte de l'Afrique ;
- élaborer des bases théologiques africaines pour étudier ces questions ; et
- formuler des stratégies et actions œcuméniques pour nous attaquer, dans le cadre du processus AGAPE, aux problèmes interdépendants de la pauvreté, de la richesse excessive et de la dégradation de l'environnement en Afrique.

Etablir le lien entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique

L'Afrique possède de riches communautés, d'abondantes ressources et un environnement diversifié. Et pourtant :

- Des enfants africains meurent de faim, de malnutrition et de maladies évitables à cause de politiques néolibérales dans le domaine du commerce international et des systèmes de brevets qui contraignent l'Afrique à produire des cultures de rapport pour l'exportation et qui interdisent aux pauvres l'accès à des médicaments et à des soins de santé.
- En raison du fardeau de la dette qui oblige les gouvernements à privatiser les systèmes d'enseignement, des jeunes se voient refuser le droit à l'enseignement et sont contraints d'émigrer vers des pays hostiles.
- En raison des conditions économiques lamentables résultant de déficits commerciaux systématiques, d'un endettement extérieur et des ajustements structurels, des femmes meurent en couches, ou sont contraintes d'accepter du travail sans sécurité d'emploi, ou sont victimes de trafiquants qui les contraignent à des formes nouvelles d'esclavage.
- Privés de la dignité d'un travail convenable par des politiques économiques néolibérales, des Africains sont poussés à la violence et à la guerre pour la possession de ressources naturelles.
- Des industries multinationales d'exploitation minière ainsi que la construction de super-barrages contraignent des communautés africaines à quitter leurs terres et les empêchent d'avoir accès aux éléments essentiels de la vie.
- La richesse monétaire de l'Afrique continue à fuir le continent sous la forme de paiement de la dette et des intérêts, de rapatriement des bénéfices des sociétés multinationales et de fuite des capitaux.
- Le tissu écologique de l'Afrique – source et moyen de vie, de nourriture, d'eau, de combustible et de médicaments – est systématiquement détruit pour assurer l'approvisionnement en combustible et pour entretenir le mode de vie consumériste des riches du Nord.

Nous en sommes arrivés à constater un fait crucial : il y a association étroite entre appauvrissement, enrichissement et destruction de l'environnement. L'esclavage transatlantique et 500 ans de colonialisme ont abouti à l'instauration d'un système de pillage des ressources humaines et naturelles qui a enrichi les puissances coloniales et a eu pour effet

de décimer et de déshumaniser le peuple africain. En outre, le contexte actuel de la mondialisation économique néolibérale, se faisant complice de structures patriarcales et de la militarisation, n'a fait que saper plus encore la souveraineté africaine, faisant disparaître, chez les Africains, la propriété collective et le contrôle collectif des moyens de production ainsi que des ressources naturelles et biologiques. Avec la concentration de ces ressources, en particulier des capitaux, entre les mains de nations puissantes, d'institutions financières internationales et de sociétés multinationales œuvrant en collusion avec des élites africaines, les disparités socio-économiques entre l'Afrique et les pays riches continuent de s'aggraver à une vitesse alarmante. Mus par une volonté d'expansion économique effrénée et de maximalisation des profits – plutôt que d'investir pour la vie et au bénéfice de la communauté et de l'écologie –, les modèles néolibéraux de création de richesses menacent tout le tissu de la vie.

En conséquence,

- nous dénonçons la mondialisation économique néolibérale ;
- nous rappelons aux pays du Nord les richesses qu'ils ont accumulées et entretenues grâce à l'extraction et au pillage systématique des ressources de l'Afrique et à l'exploitation de la population africaine ;
- nous revendiquons la souveraineté des communautés africaines sur les processus de prise de décision, les moyens de production et les ressources ; et
- nous affirmons que les Africains sont largement créditeurs : ils ont à leur crédit une énorme dette économique, socioculturelle et écologique.

Bases théologiques pour énoncer les liens entre pauvreté, richesse et écologie

Dieu a créé la demeure de vie (*oikos*) et les êtres humains pour qu'ils vivent en communauté les uns avec les autres (cf. Psaume 115,16 et Genèse 1-2). Nous sommes créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, et nous avons la responsabilité de prendre soin de la Création bonne de Dieu. Le concept chrétien d'*oikos* fait écho aux concepts africains d'ubuntu/botho/uzima (vie en plénitude) et d'ujamaa (vie en communauté) ; ces concepts incluent, entre autres, les valeurs de plénitude de vie et de pleine participation à tous les processus de la vie, notamment dans les domaines de l'économie et de l'écologie. Cela implique, en outre, d'entretenir, d'utiliser, de partager et de distribuer de manière équitable les ressources et les éléments de la vie. Lorsque ces valeurs et les relations affirmant la vie ont été violées, il faut alors que s'applique une justice réparatrice, redistributrice et rectificatrice (sagesse). Ces principes – justice, réparation, restauration et réconciliation, pardon, amour mutuel et dignité pour l'ensemble de la Création de Dieu – devraient être mis en avant, œcuméniquement, pour servir de base à une critique constructive du capitalisme mondial, lequel, de plus en plus souvent, fait violence à la « vie en abondance » (Jean 10,10).

Nous confessons que les Eglises, comprises comme le Corps du Christ, n'ont pas fidèlement rendu un juste témoignage sur la question de la justice dans l'économie, l'écologie et les relations entre personnes. Souvent, les Eglises ont négligé de contester les effets nocifs, sinon même mortels, de la dégradation de la Création de Dieu et de la distribution injuste des ressources de Dieu. Du fait qu'elles ne se sont pas attaquées au péché structurel de la cupidité, de l'exploitation, du racisme, de la déshumanisation et du partage inéquitable du pouvoir sur lequel reposent l'économie et l'écologie, la pauvreté s'en est trouvée banalisée, au point qu'on accuse les pauvres d'être eux-mêmes responsables de leur malheur.

Les Eglises n'ont pas toujours proposé des théologies et pratiques équilibrées sur la manière dont les hommes devraient veiller au respect de la vie et lui témoigner de la sollicitude. Elles ont souvent préféré des perspectives étroites qui rejettent les questions écologiques à la périphérie de la vie quotidienne, et elles ont négligé de proclamer en vérité la saine abondance qui a été promise à tous (cf. Jean 8,32). Dieu nous appelle à aimer la Création (cf. Psaume 148) et cela exige une conception nouvelle qui affirme qu'il est impératif – et non pas facultatif – de respecter la Création.

Les Eglises n'ont pas exercé de façon satisfaisante la vocation prophétique qu'elles ont de contester les personnes, les entreprises, les institutions et les pays qui sont les bienfaiteurs et les bénéficiaires de la mondialisation économique néolibérale.

Si nous prétendons être une communauté mondiale qui respecte et honore le tissu de la vie et la dignité humaine, il nous faut remettre en cause les relations et pratiques contraires à la vie qui sont sources de déshumanisation et de pauvreté au milieu de la richesse.

En conséquence, nous appelons les Eglises à donner un témoignage prophétique, et donc à :

- proclamer la vérité aux puissants (cf. Amos 8,4-6) en condamnant les systèmes de domination qui régissent les relations internationales, le commerce international ainsi que les systèmes d'accumulation de la dette qui asservissent le peuple (cf. Néhémie 5) ;
- critiquer la cupidité – désir du « toujours-plus » et de l'excès – qui est la cause et la manifestation de l'empire (cf. Esaïe 5,7-10). Pour nous, « l'empire », c'est « la convergence de pouvoir économique, politique, culturel, militaire et religieux dans un système de domination qui détourne le flux des profits au bénéfice des puissants et au détriment des personnes vulnérables. L'empire est transfrontière, il déforme les identités, subvertit les cultures, subordonne les Etats nations et soit marginalise, soit coopte des communautés religieuses » (Alliance réformée mondiale 2005-2006). La cupidité revient à violer l'intégrité que Dieu a créée et qu'il veut. Elle est également en contradiction avec l'ubuntu/botho/ujamaa qui affirme la dignité et l'intégrité dans la communauté (uzima) ;
- rappeler au monde que la cupidité empêche des individus, des communautés et des pays entiers d'atteindre à la richesse de vie (cf. Matthieu 5) et à l'ubuntu ;
- condamner les idéologies et pratiques impériales qui présentent la mondialisation économique néolibérale comme le seul mode de vie, refusant la diversité écologique et humaine qui existe dans la vie ; et
- condamner la collusion de la patriarchie avec les injustices commises dans les domaines économique et écologique.

En conséquence, nous déclarons que :

- les structures de domination et d'exploitation fondées sur la classe, le genre, la race ou l'ethnicité sont des structures de péché ; et
- la cupidité et ses manifestations négatives (telles qu'exposées ci-dessus), la surproduction et la surconsommation sont des péchés et exigent une transformation radicale (metanoia).

Semences d'espérance

C'est le *kairos* – temps de changement et de repentance, de réparations, de justice, de pardon, de réconciliation, de bien-être et de paix. La transformation radicale tire son pouvoir et son inspiration des semences d'espérance qui se trouvent dans la spiritualité et l'héritage africains, et elle nous oblige à reconsidérer et à recréer la vie dans le contexte de ces défis.

S'agissant d'opposer résistance au paradigme économique néolibéral et d'en élaborer des substituts novateurs et pratiques, nous trouvons d'immenses sources d'espoir et d'inspiration dans :

- les spiritualités et théologies de la vie qui privilégient la communauté, le partage, la justice et le respect de la vie et de la création ;
- l'engagement historique du mouvement œcuménique en faveur de la justice, de la paix et de la sauvegarde de la création ;
- œuvrer pour mettre fin à l'asservissement par les puissances coloniales et néocoloniales ; et
- les mouvements sociaux populaires qui, en Afrique, se battent pour la vie et la dignité – notamment les mouvements de jeunes et de femmes – et qui mobilisent des femmes et des hommes pour obtenir des salaires justes et du travail convenable ; pour défendre la souveraineté dans le domaine alimentaire ; pour contrer la pandémie du VIH/sida et d'autres épidémies ; pour exiger de leurs gouvernements et des sociétés multinationales qu'ils rendent publiquement compte de leurs activités ; pour s'opposer aux activités d'exploitation minière et de déboisement ; et pour se prononcer publiquement, aux niveaux national et international, en faveur d'un commerce international juste et de l'annulation des dettes.

Vers la *metanoïa* (transformation radicale)

Nous invitons et appelons solennellement l'Eglise et la société, les partenaires œcuméniques ainsi que nos frères et sœurs du Nord à :

- reconnaître les privilèges qu'ils tirent de leur complicité – de par leurs modes de production et de consommation – avec des systèmes de domination et d'exploitation qui déshumanisent et détruisent la vie en Afrique ;
- cesser d'étouffer et de rabaisser les voix des Africains qui tentent de présenter au grand jour les effets négatifs et les contradictions de la mondialisation économique néolibérale en Afrique. Les réalités, les expériences et les riches ressources intellectuelles des Africains font qu'ils sont les mieux placés pour faire une évaluation critique leurs propres conditions socio-économiques ;
- transformer les institutions et les comportements qui pérennisent les injustices dans les domaines économique et écologique ; et
- rechercher et vivre une spiritualité radicale de solidarité, qui se manifestera dans le partage, la réparation et la justice.

Nous appelons tous ceux qui agissent en collusion avec des systèmes de domination dans les domaines économique et écologique – y compris les responsables politiques et élites d'Afrique – à reconnaître et confesser leur comportement, à se repentir et à pratiquer une justice restauratrice, distributrice et transformatrice.

Nous nous engageons de notre côté à :

- adopter des théologies affirmant la vie dans les domaines économique et écologique ;
- mettre les théologies en relation avec les luttes pour la vie ;
- renforcer les enceintes où, en collaboration avec des mouvements sociaux, les Eglises formuleront ensemble des stratégies pour vaincre la pauvreté, redéfinir la richesse, protéger l'environnement et élaborer des substituts à la mondialisation économique néolibérale ;
- promouvoir et affirmer la justice entre les genres, des modèles féministes, non hiérarchiques, de relations (cf. Joël 2,28) ainsi que l'économie de sollicitude ;
- consolider le mouvement pour l'économie et l'écologie AGAPE en Afrique et dans le monde, et renforcer le dialogue avec d'autres disciplines et religions ;
- appeler les Eglises du Nord à se repentir pour l'holocauste africain, qui a tué 10 millions d'Africains, et intensifier leurs efforts de réparations ; et
- appeler les Eglises du Nord à procéder à un examen de leurs ressources financières et de leurs investissements pour étudier l'effet qu'ils ont sur la pauvreté.

Nous sommes décidés à faire progresser les travaux sur le processus AGAPE visant à faire apparaître les liens entre pauvreté, richesse et écologie et à veiller à ce que ces travaux se traduisent en actions concrètes affirmant la vie.

4. Déclaration de théologiens sur la pauvreté, la richesse et l'écologie en Afrique

L'atelier de théologiens a rassemblé essentiellement des participants africains. Il a également entendu des interventions de théologiens du Brésil, des Etats-Unis, d'Europe et du Pacifique.

L'héritage culturel et religieux africain

Un consensus s'est établi sur cette affirmation : dans l'héritage culturel et religieux africain, le maintien de la vie est assuré par les principes de l'ubuntu (humanité), de l'ujamaa (concept de famille élargie), de l'uzima (vie en plénitude) et du baraza (prise de décisions par consultation). Il a été souligné que ces principes pourraient être mis en avant, dans une réflexion de dimension œcuménique, pour servir de base à une critique constructive du capitalisme mondial, lequel menace la « vie en abondance » promise en Jean 10, 10. En principe, ces facteurs se manifestent sous les formes suivantes :

Attributs positifs de l'ubuntu :

- Partage de la vie en tant que don de Dieu.
- Le lien entre communauté et vie en relation a une importance particulière : « *Je suis* parce que nous sommes, et *nous sommes* parce que je suis. » L'identité de l'individu est inséparable de l'identité au sein de la communauté, laquelle inclut les générations passées, présentes et futures, ainsi que la flore et la faune, l'environnement physique et le domaine spirituel.
- Réciprocité – Tout le monde a quelque chose à donner et tout le monde a besoin de quelque chose.
- Equité et justice.
- Le bien-être est considéré comme un principe de référence chaque fois qu'une décision d'ordre éthique doit être prise.
- Un très grand respect de la nature – Il ne s'agit pas de qualifier ce respect d'animisme ; plus précisément, l'ubuntu souligne l'importance de relations bonnes et justes entre tous les êtres. Les théologiens et la communauté mondiale ont beaucoup à apprendre de cette conception africaine de la nature considérée comme partie intégrante de la communauté.

Violations de l'ubuntu :

- Rapacité et mécontentement – Les valeurs traditionnelles de l'ubuntu ont été et sont encore perturbées par les abus du pouvoir politique, la colonisation et le néocolonialisme, l'exploitation et le pillage ainsi que la dégradation de l'environnement.
- Mondialisation économique – Les élites de l'Afrique et d'ailleurs profitent largement de la mondialisation économique et agissent en collusion avec les sociétés transnationales, alors que la majorité de la population s'appauvrit toujours plus.
- L'Evangile de la prospérité – Proclamer l'Evangile de la prospérité, c'est ne faire aucun cas des problèmes que posent la richesse et la pauvreté ; les pauvres sont rendus responsables de leur pauvreté : on leur dit qu'ils n'ont pas une foi suffisante pour devenir riches comme Dieu veut qu'ils soient.

Effets négatifs des violations de l'ubuntu :

- Le fossé ne cesse de s'élargir entre une minorité riche et une majorité pauvre.
- Inflation et chômage.
- Mécontentement et toxicomanie même dans les pays riches.
- Dégradation de l'environnement.
- Pratiques contraires à l'éthique telles que la prostitution, la corruption, le vol, le meurtre et même le génocide.

Rôle des enseignants de théologie et des pasteurs :

- Exprimer et incorporer systématiquement dans la théologie chrétienne les valeurs affirmant la vie de l'ubuntu.
- Renforcer le respect des Africains pour la nature.
- S'attaquer aux attitudes et pratiques négatives tant de la tradition africaine que de la situation actuelle, notamment la patriarchie.
- Promouvoir des pratiques positives telles que la préservation des sources d'eau et des forêts, l'agriculture traditionnelle, etc.
- Elaborer une théologie pertinente qui donnera aux hommes et aux femmes la capacité de bâtir une communauté viable.
- Traiter sérieusement de la question de l'autonomie de l'Eglise en Afrique en cherchant à réduire les contrastes tels que ceux opposant riches et pauvres, puissants et sans-pouvoir, donateurs et bénéficiaires, hommes et femmes, etc.
- Faire valoir la puissance libératrice de l'Evangile de Jésus Christ en donnant aux croyants les moyens de participer activement à la prise de décisions socio-économiques, à la propriété et au contrôle des ressources ainsi qu'à la gestion de la vie courante, de la vie professionnelle et du temps.
- S'intéresser au problème pressant de la propriété et de la distribution des terres.
- Condamner l'ordre politique et économique actuel injuste aux niveaux mondial, régional, national et local.
- Collaborer avec d'autres ONG et organisations d'inspiration religieuse pour réclamer l'égalité et la justice pour les gens qui vivent économiquement en marge de la société.
- Condamner le pillage des ressources naturelles par des sociétés transnationales en collusion avec une petite élite africaine alors que la majorité des Africains reste pauvre.
- Faire campagne pour la justice, sans laquelle il ne peut y avoir de paix.

Présentation synthétique de quelques idées sur la perspective théologique

La vie est un don de Dieu. Il y a suffisamment pour tout le monde si les hommes et les femmes de cette planète apprennent à partager. Dans la Création, Dieu a donné un exemple de l'ubuntu, de la réalité de la Communauté terrestre, laquelle inclut toutes les formes de vie – flore, faune et humanité – ainsi que la terre elle-même. Nous affirmons être et vivre en relation avec l'ensemble de la Création de Dieu. Nous affirmons notre rôle d'intendants responsables de la Création de Dieu, dont nous faisons partie. Ceux qui participent à la création de richesses devraient respecter la dignité humaine et la nature. Equité et justice devraient être les principes directeurs essentiels inspirant le partage des ressources données par Dieu. La cupidité et l'excès d'individualisme, qui favorisent l'injustice, sont incompatibles avec le bien-être général (uzima). L'accumulation excessive de richesses ne donne pas nécessairement le bonheur et la satisfaction. Au contraire, l'opulence est source d'insatisfaction et, à terme, d'autodestruction.

A propos de l'Eglise

L'Eglise reconnaît-elle et apprécie-t-elle à sa juste valeur, dans les Ecritures canoniques chrétiennes, un cadre de référence spirituel unificateur sur les questions relatives à la théorie et à la pratique économiques à différents niveaux de gouvernance ? Quelle est la conception du monde que les Eglises présupposent lorsqu'elles lisent et utilisent la Bible ? Tel qu'on a présenté l'Evangile en Afrique, on a eu tendance à mettre surtout l'accent sur la compartimentalisation de la vie plutôt que sur la nécessité de la considérer de façon intégrale et d'affirmer la Création de Dieu, avec sa nature complexe et toute sa richesse. S'il est vrai que l'évangélisation a pu changer la vie individuelle de nombreuses personnes qui se sont converties au christianisme, elle ne s'est pas accompagnée d'une transformation radicale des communautés aux niveaux institutionnel et social. Les Eglises doivent s'attacher plus vigoureusement à transformer la société et les institutions : c'est là une partie essentielle du mandat de l'Eglise dans la mission et l'évangélisation.

Dans la perspective d'une rédemption intégrale des individus, l'Eglise doit enseigner systématiquement que la Bible m'est destinée à *moi* mais qu'elle parle *de Dieu*. Ce n'est pas moi qui suis le sujet de la Bible (cf. Colossiens 1,15-20) : la Bible est la Parole de Dieu, et elle parle de la transformation des individus et des communautés.

L'Evangile est centré sur la croix – l'Eglise doit toujours garder cette affirmation essentielle présente à l'esprit ; si l'on sépare la spiritualité de la vie réelle, on finit par tomber dans l'incohérence.

L'Eglise n'a pas toujours présenté un enseignement équilibré sur la sollicitude dont on doit faire preuve pour la vie, le temps, le talent et les trésors. Certains croyants ont, à tort, mis en avant une perspective étroite qui rejette à la périphérie de leur routine quotidienne les préoccupations écologiques. La saine abondance qui nous est promise (cf. Jean 8,32 et Jean 10,10) semble ne pas avoir sa place ni son opportunité dans la vie de certains croyants. Dieu nous invite à prendre soin de la Création (cf. Psaume 148) afin que toute la Création se réjouisse dans l'harmonie et la louange. Il est pour nous obligatoire, et non pas facultatif, d'honorer la Création et de prendre soin d'elle. Il y a une relation étroite entre justice et intendance de la Création. L'Eglise est bien placée pour montrer l'exemple en agissant de façon responsable et pour sensibiliser les esprits à ce thème de « la vie en abondance ».

Au foyer, il y a des tensions entre le « *travailler* » et le « *s'occuper de* » – entre époux, entre parents et enfants, au sein des familles et dans la société dans son ensemble. Qui prend le rôle d'« initiateur » dans le contexte des relations entre époux ? Selon la culture africaine ainsi que dans la Bible, c'est au mari – en tant que c'est un homme – qu'il appartient de travailler, cultiver, conserver, entretenir et protéger. Mais tout excès de sa part devient domination, ce qui pourrait être interprété comme un abus et contribuer à la désintégration des liens de famille. Sans shalom (paix et harmonie) dans les relations entre époux, il ne peut y avoir équilibre, et le résultat immédiat en est la destruction de la cellule familiale. De telles tensions peuvent être réduites en célébrant la présence de Dieu, qui est la force unificatrice et réconciliatrice au sein de la famille (cf. Esaïe 5,2).

Un professionnalisme équilibré fait défaut aux personnes qui occupent des postes clés dans l'Eglise, et donc aussi celles qui exercent le ministère de la parole ; il s'agit d'être de bons bergers de tout le troupeau. L'Eglise devrait encourager et multiplier l'enseignement

professionnel interdisciplinaire pour donner à ses ministres une formation holistique et pour combattre la corruption.

Il faut que l'Eglise s'intéresse aux problèmes de la propriété foncière et de l'utilisation des terres dans le contexte africain. Il faudrait réviser les politiques et pratiques actuelles d'héritage et de subdivision des terres, considérant les conséquences négatives des parcelles trop petites pour être productives ainsi que des cimetières traditionnels qui rendent économiquement non viable la terre agricole.

A propos des communautés

Dieu a créé les êtres vivants pour qu'ils vivent en communauté les uns avec les autres, avec tous les êtres de la terre et avec la terre elle-même (cf. Psaume 115,16). Dans la traduction du Psaume 115,16 en swahili, on lit que la terre fut donnée « aux fils d'Adam » alors que la New Revised Standard Version traduit « aux êtres humains ». Si ces deux traductions mettent bien en lumière que tous les êtres humains appartiennent à l'ensemble de la famille humaine, « enfants d'Adam » est plus proche des concepts d'ubuntu et d'ujamaa. Genèse 1-3 et le Psaume 115,16 déclarent que les êtres humains font partie de la terre et qu'ils en sont responsables. Ces textes nous imposent de renoncer au sectarisme et, dans le contexte africain actuel, ils nous invitent instamment à accepter comme frères et sœurs les chrétiens néo-pentecôtistes, en même temps que nous leur demandons aussi de devenir une communauté affirmant la vie.

On trouve une présentation très forte de la communauté chrétienne dans les Actes des apôtres (4,32-35), où l'Eglise primitive est décrite de la façon suivante : « *La multitude de ceux qui étaient devenus croyants n'avait qu'un cœur et une âme... Nul parmi eux n'était indigent : en effet, ceux qui se trouvaient possesseurs de terrains ou de maisons les vendaient et apportaient le prix des biens qu'ils avaient cédés... Chacun en recevait une part selon ses besoins.* »

Le Psaume 115 nous rappelle que la terre a été donnée à tous les enfants d'Adam. Mais on doit constater que, entre-temps, la situation a changé : selon Actes 4, certaines personnes sont possesseurs de maisons et de terres alors que d'autres n'ont rien ; l'Eglise primitive nous donne un témoignage de redistribution et de restauration à l'état antérieur. C'est ainsi qu'est réalisé l'ujamaa. Quant à l'uzima, on le trouve dans « la multitude » ainsi que dans « un [seul] cœur et une [seule] âme ». Dans le même sens, 1 Corinthiens 11,18-23 nous dit qu'il y a un lien entre la Sainte Cène et le repas quotidien : une caractéristique nécessaire de la communauté chrétienne est que tout le monde reçoit à manger afin que tous puissent se rassembler pour la Sainte Cène. D'après 1 Corinthiens 12, l'Eglise est le Corps du Christ, avec de multiples membres différents, et « si l'un des membres souffre, c'est tout le corps qui souffre ».

Si nous prétendons être une communauté mondiale constituant le Corps du Christ et qu'ensuite nous constatons que certaines Eglises du monde possèdent des maisons et des terres alors que d'autres sont dans l'incapacité de satisfaire aux besoins élémentaires de leurs membres, alors nous sommes très éloignés des Actes des Apôtres.

Dans le même sens, l'ensemble du Corps du Christ, dans le monde actuel, ne reconnaît pas les souffrances d'un si grand nombre de ses membres (cf. 1 Corinthiens 12).

A propos du marché

La tradition africaine du marché, le sokoni ou l'oja, est celle du contact humain, de l'échange et du soutien mutuels, des contacts existants ou à rétablir avec d'autres membres de la communauté et au-delà du village. Le marché est un lieu de vie, de relations personnelles et de formation à la communauté ; mais cette tradition disparaît avec les supermarchés et le commerce transnational. Ce qui jadis était un lieu bon pour les êtres humains (et il l'est encore bien souvent à la campagne) est devenu un échange au niveau mondial qui profite à l'élite privilégiée et dans laquelle la majorité exclue continue à souffrir.

Le prophète Esaïe s'écriait : « *La vigne du Seigneur, le tout-puissant, c'est la maison d'Israël... Il en attendait le droit, et c'est l'injustice. Il en attendait la justice, et il ne trouve que les cris des malheureux... Malheur ! Ceux-ci joignent maison à maison, champ à champ, jusqu'à prendre toute la place et à demeurer seuls au milieu du pays* » (Esaïe 5,7-10). Esaïe constatait la rapacité et l'égoïsme en son temps ; nous aussi nous constatons la rapacité, l'égoïsme et la destruction en notre temps. L'ubuntu est intégrité de la communauté, l'ujumaa est vie en famille, vie en relation : la cupidité économique au niveau international exclut des individus, des communautés et des pays entiers de la richesse de vie, des relations de famille ; c'est une violation de l'intégrité que Dieu veut. Matthieu 5 nous rappelle que nous ne pouvons être seuls devant Dieu : chacun de nous est membre de la communauté dans l'esprit de l'ubuntu : « *Réconcilie-toi d'abord avec ton frère et ta sœur et ensuite apporte tes dons à l'autel.* »

Régulièrement, d'autres prophètes ont condamné l'injustice économique. Michée déclare que chacun aura sa propre maison et sa propre terre ; ce disant, il justifie le droit à une économie de subsistance. De nos jours, des élites politiques et économiques vendent la terre à des fins d'exploitation minière, de déboisement et de monoculture, privant les pauvres de leur terre (cf. Michée 2). Amos parle de ceux qui trompent les acheteurs en employant des balances faussées et qui achètent les pauvres (cf. Amos 8,4-6). Aujourd'hui, il est courant que l'on vende des femmes et enfants dans la misère pour les destiner au marché du sexe, et des accords de commerce international créent des relations malhonnêtes – ce sont des balances faussées. Néhémie évoque le scandaleux système de dette qui asservit le peuple à son époque (cf. Néhémie 5), et nous accusons à notre tour le système international de la dette qui, de nos jours, asservit des nations et une bonne partie du Sud du monde.

Dans l'Evangile de Luc, nous voyons Jésus aborder d'abord les problèmes économiques dans un contexte plutôt rural puis, à mesure qu'il s'approche de Jérusalem, traiter de ces mêmes questions à propos d'un niveau plus élevé d'accumulation de richesses, comme nous le voyons en Luc 16 (le gérant habile d'un homme riche). Lorsqu'il arrive à Jérusalem, il va directement au centre économique et au centre de pouvoir : c'est le Temple, où il renverse les tables des changeurs. S'il fait cela, c'est parce que le Temple est devenu le centre de l'exploitation. Des pauvres venus de tout le pays y apportent leur peu d'argent pour acheter leurs offrandes. Immédiatement après, Jésus illustre un autre type d'économie : celle de la sollicitude pour les autres, qui consiste à s'occuper des gens pour les guérir et les servir. Tout de suite après qu'il a eu contesté le centre économique, il est question de le tuer (cf. Luc 19,45-46 ; Matthieu 21,12-14).

L'Eglise d'Afrique est appelée à condamner les injustices économiques qui se produisent dans le cadre des systèmes politiques et, parfois aussi, dans l'Eglise elle-même.

A propos de l'environnement et de l'écologie

L'écologie se rapporte à la demeure de vie (*oikos*). La référence biblique est le récit de la création (Genèse 1-2,4a). Dieu a créé toutes choses bonnes. Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est qu'il y a une très grande différence entre ce que Dieu a fait et ce que nous en avons fait. Les hommes et les femmes sont destinés à devenir co-créateurs avec Dieu (2 Corinthiens 6, 1 : « Puisque nous sommes à l'œuvre avec lui... »). Créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, les êtres humains ont une valeur et une dignité inhérentes ; nous disposons donc d'un potentiel divin et nous avons la responsabilité de prendre soin de la Création bonne de Dieu. Comment l'Eglise peut-elle promouvoir les efforts visant à réparer les dégâts causés à l'environnement et à l'écologie ?

En donnant l'exemple, dans la mesure où elle adoptera des modes de vie antipollution tels que :

- faire campagne pour l'emploi et la production de produits écologiques, par exemple pour la distribution de sacs biodégradables au lieu de sacs en plastique ;
- faire campagne pour la diminution du bruit dans nos communautés, notamment celui produit par des entreprises commerciales, des industries, des organisations religieuses, les loisirs, la publicité, etc. ;
- expliquer aux gens les effets négatifs, sur le climat et la santé, de la pollution liée aux véhicules et aux incendies de forêt provoqués pour créer des terres agricoles ;
- tenir propre l'environnement même là où règne la pauvreté.

Dieu étant le légitime propriétaire de la terre, et les êtres humains n'étant que des intendants qui doivent agir de façon responsable dans les limites de leurs droits de propriété, l'Eglise devrait donner l'exemple d'un comportement responsable dans les pratiques d'utilisation de la terre :

- Réclamer publiquement et fermement des baux ruraux à des conditions convenables, qui tiendront compte en particulier de la dégradation et de l'exploitation limitée des terres par les communautés autochtones d'Afrique.
- Expliquer aux gens les effets négatifs des incendies de forêts provoqués pour créer des terres agricoles.
- Créer un espace dans lequel les gens pourront profiter des fruits de leur labeur du fait qu'ils feront preuve de responsabilité dans la possession de terres.
- Affirmer que la terre et les ressources naturelles devraient servir à créer de la richesse pour tous et non pas seulement pour les élites.

A propos de la richesse

Dans les Ecritures hébraïques, et fréquemment aussi dans le Nouveau Testament, la richesse est un concept positif, affirmant la vie, mais uniquement lorsqu'elle est partagée avec la communauté dans son ensemble, pour la vie de tous. La communauté des croyants doit appliquer les principes du sabbat et du jubilé ainsi qu'une conception de la distribution juste (cf. Lévitique 25,3-5). Tel qu'il est utilisé par ceux qui critiquent la mondialisation économique, le terme « richesse » implique domination, pouvoir, autorité, monopole et colonialisme néolibéral – autant d'emplois de la richesse qui ne profitent qu'à une minorité plutôt qu'à l'ensemble de la communauté.

Les préoccupations idéologiques qui s'expriment à propos de la pauvreté, de la richesse et de l'écologie nous amènent à une autre question : qui décide des règles ou normes en fonction

desquelles définir la pauvreté ou la richesse ? L'Eglise doit veiller à entendre d'autres voix, et recourir à une approche pacifique (cf. Philippiens 4, 8).

A propos de la justice et de la dignité humaine

Lorsque nous parlons de dignité humaine, nous parlons d'une dignité du tissu de la vie. En voici quelques illustrations :

- Participation aux processus économiques – Pasteurs et prédicateurs doivent, lorsqu'ils s'adressent aux croyants, les encourager à utiliser de préférence des produits locaux, à promouvoir la souveraineté en matière alimentaire, le commerce international juste, etc.
- Distribution juste – Parfois, dans le contexte africain, la patriarchie et les questions d'héritage sont sources de déshumanisation.
- Restauration et réparation – Dans certains pays d'Afrique, de vastes régions sont parsemées de mines antipersonnel, extrêmement dangereuses en particulier pour les enfants. Les éliminer est un travail coûteux et de longue haleine. Il faut faire rendre des comptes à ceux qui en sont responsables, tant en Afrique qu'à l'extérieur.
- Justice judiciaire – Il s'agit ici de processus visant à établir la dignité de la vie dans les relations avec les autres et avec la Création de Dieu. Un exemple en est la politique d'exploitation exercée par les principautés et puissances du capitalisme mondial (par exemple l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) pour ce qui concerne les semences, les produits alimentaires et les médicaments. L'Afrique est devenue un dépotoir pour les produits périmés du Nord, et un champ d'essais pour de nouveaux produits. Ces pratiques sont contraires à l'ubuntu, et elles sont une menace pour la paix et la sécurité.
- Justice morale – La prostitution infantile, le travail des enfants, la disparition progressive de la culture de produits de base et l'injustice résultant des abus de pouvoir et d'autorité de la part des responsables d'Eglise sont quelques-unes des causes de la déshumanisation des Africains. Il s'agit de mettre en place une formation de cadres et un enseignement théologique appropriés qui soient attentifs aux besoins des gens.

A propos de l'empire

En tant que phénomène, l'empire peut être très opaque et, de ce fait, il crée des situations de multiplicité. Par exemple, l'Afrique du Sud est en train de devenir le « Big Brother » en Afrique. Certaines Eglises œuvrent en collusion avec des acteurs économiques majeurs du continent. Il s'agit que l'Eglise – qui est la voix des sans-voix et la conscience des gens – ne soit pas réduite au silence à cet égard (cf. Jacques 2,14-26). L'Eglise doit veiller soigneusement à ne pas se laisser entraîner dans des relations d'empire, comme par exemple collaborer avec des industries internationales, des entreprises multinationales ou les autorités constituées. Il arrive aussi que l'empire s'exerce jusque dans l'environnement rural et même parfois urbain de nos pays ainsi que, au niveau des paroisses et des congrégations, sous la forme de luttes de pouvoir et de conflits d'autorité (cf. 1 Rois 21,1-29). L'Eglise doit expliquer à ses membres ce qui se passe dans les secteurs économique, politique et social au niveau mondial. Il faudrait recourir à l'éducation du peuple afin que celle-ci devienne véritablement source de pouvoir de transmission de connaissances libératrices. Pour ce qui est de la théologie en Afrique, il s'agit d'améliorer sérieusement l'enseignement et la formation théologique sur ces questions.

5. Déclaration d'Africaines sur la pauvreté, la richesse et l'écologie

Nous, croyantes, dirigeantes d'Eglises, théologiennes et activistes africaines, ayant bénéficié des contributions de nos sœurs d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du Nord, nous sommes rassemblées à Dar es-Salam (Tanzanie) du 5 au 6 novembre 2007 pour analyser les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique, par les moyens d'une étude et d'une réflexion théologique approfondies sur la mondialisation économique néolibérale, dans le cadre du processus Altermondialisation au service des êtres humains et de la terre (AGAPE).

Croyantes africaines, nous nous voyons dans l'obligation de participer au discours critique sur la pauvreté, la richesse et l'écologie parce que :

- nous avons pour fonction de nourrir la vie et nous voyons, nous entendons et nous ressentons les souffrances causées par les privations, la faim et la maladie qui accablent la population africaine ;
- nous avons reçu en partage des dons intellectuels et créatifs ;
- nous éprouvons un fort sentiment d'appartenance à la communauté ;
- nous avons en nous des ressources d'espoir et de persévérance dans les difficultés ; et
- nous recherchons toujours la justice dans la ligne de notre mandat biblique (cf. Luc 4,18-19).

Faire valoir des récits d'espoir et d'action d'Africaines

Etroitement associée à la patriarchie, la mondialisation économique néolibérale a provoqué de graves crises socio-économiques et écologiques, en particulier sur le continent africain. Les Africaines font front à ce paradigme mortel et édifient des communautés d'espérance. Nous faisons valoir et félicitons les Africaines qui :

- **analysent** les budgets nationaux et locaux pour exiger des comptes de leurs dirigeants ;
- **donnent du pouvoir** à d'autres femmes au travers de programmes d'alphabétisation macro-économique ;
- **réclament**, aux niveaux national et international, un commerce international juste et l'annulation des dettes illégitimes ;
- **contestent** le pouvoir et la rapacité des entreprises et demandent qu'elles rendent des comptes sur leurs activités dans le domaine social ;
- **mobilisent** d'autres femmes et des hommes pour obtenir des salaires justes et des emplois convenables ;
- **participent** à la résistance politique contre des lois injustes et la restriction des libertés civiques ;
- **luttent** pour la justice écologique dans plusieurs domaines, notamment en s'opposant aux activités d'exploitation minière et forestière ;
- **défendent** la souveraineté dans le domaine alimentaire en organisant les agriculteurs et en soutenant des programmes d'agriculture organique ;
- **réagissent** à l'évolution des relations entre les genres par le moyen de dialogues avec des hommes sur la transformation des relations, et de programmes de guérison dans les cas de violence contre les femmes et des enfants.

Etablir les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique

Pour nous permettre de mieux comprendre la situation et pour élaborer des substituts novateurs et pratiques à la mondialisation économique néolibérale, nous sommes conscientes de l'importance qu'il y a à étudier de près les relations entre pauvreté, richesse et écologie.

Nous affirmons que l'Afrique est riche. Dieu a accordé au continent africain une abondance de richesses : communautés humaines, terres abondantes en ressources et écologie diversifiée. Pourtant, l'asservissement de la population africaine et le pillage des ressources naturelles de l'Afrique pendant 500 ans de colonialisme a appauvri la population africaine tout en enrichissant les puissances coloniales européennes.

Dans le contexte actuel de la mondialisation économique néolibérale, des pays puissants et de puissantes institutions économiques internationales, à savoir le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont contraint l'Afrique à libéraliser le commerce international, à déréglementer les flux de capitaux, en particulier les investissements étrangers directs, et à privatiser le secteur social et d'autres secteurs stratégiques, ce qui a creusé de très profonds fossés socio-économiques entre les pays pauvres et les pays riches ainsi qu'entre Africains riches et Africains pauvres. Ces politiques économiques néolibérales continuent à être imposées aux pays africains par l'approche du FMI et de la BM – conditions imposées par l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) et par les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) –, par l'Assistance officielle au développement (AOD) ou encore par des accords multilatéraux et bilatéraux d'investissement et de commerce international tel que les accords de l'OMC et les Accords de partenariat économique (APE) ainsi que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Les structures patriarcales jouent un rôle clé dans les processus de la mondialisation économique néolibérale. L'interaction entre patriarchie et mondialisation économique néolibérale a eu pour résultat de concentrer le pouvoir de prise de décisions ainsi que les moyens de production et les ressources, et notamment les capitaux, entre les mains de ce que l'on appelle « l'Homme de Davos » (selon Samuel Huntington). Une autre conséquence en a été que les investissements dans les domaines dispensateurs de vie tels que l'agriculture durable, l'enseignement et les services de santé ont été sérieusement réduits. Les femmes, qui jouent un rôle essentiel dans la production et la reproduction, ont été victimes de retombées disproportionnées, dont voici quelques-unes :

- diminution de la participation aux processus de prise de décisions économiques ;
- réduction de l'accès aux ressources productrices et aux services (par exemple terres, crédits et technologies) ;
- érosion de la souveraineté dans le domaine alimentaire ;
- diminution des salaires et élimination des possibilités de gagne-pain ;
- violation de droits économiques, sociaux et culturels (par exemple le droit à profiter des services de santé et d'enseignement) ; et
- dans le domaine de la reproduction et des activités bénévoles de soins aux personnes, intensification des responsabilités imposées par l'environnement social, notamment à la lumière de la pandémie du VIH/sida (par exemple s'occuper des malades et aller chercher de l'eau et du combustible).

La mondialisation économique néolibérale a en outre provoqué de graves dégâts dans le tissu écologique très diversifié de l'Afrique. La privatisation, la chosification et la commercialisation de la terre, de l'eau et des semences – provoquées par d'importants projets d'extraction minière, par la construction de méga-barrages et par des politiques commerciales néolibérales – ont eu pour résultats la fragmentation et le déplacement de communautés entières en Afrique, leur interdisant l'accès à leurs sources de moyens de subsistance. Des Africains sont contraints d'émigrer, ce qui est pour eux un mécanisme de survie. En particulier, de nombreuses Africaines ont été victimes du trafic de personnes et sont d'autant plus exposées aux risques d'infection par le VIH/sida.

L'extraction de ressources et le déboisement en Afrique, qui servent à alimenter et nourrir la surproduction et la surconsommation dans des riches pays du Nord, ont contribué à modifier le climat. Et c'est ainsi que les sécheresses, inondations et cyclones qui résultent de ce changement climatique ont eu des retombées catastrophiques sur l'économie africaine, essentiellement agricole, ce qui menace plus encore les moyens d'existence et l'accès à la nourriture chez les populations africaines.

En Afrique, les pauvres, et les femmes en particulier, dépendent beaucoup des terres agricoles, des zones de pêche et des forêts pour leur gagne-pain, leur nourriture, leurs médicaments et leur combustible, aussi sont-elles d'autant plus vulnérables à la destruction, à la surexploitation et à l'appropriation des ressources naturelles.

La concurrence entre pays puissants et sociétés multinationales pour exploiter le pétrole, les minéraux et le bois de l'Afrique se fait toujours plus forte ; aussi les Africains se voient-ils empêchés d'utiliser ces ressources pour assurer leur propre bien-être. La course à l'appropriation de ces ressources est soutenue par des pressions politiques et par la force militaire et paramilitaire, aussi des guerres et des conflits se sont-ils déclarés sur tout le continent, entraînant d'innombrables violations des droits de l'homme. Le lien toujours plus étroit entre la mondialisation économique néolibérale et la militarisation illustre bien ce qu'est l'empire en Afrique. Pour nous, l'« empire », c'est la convergence de pouvoirs économiques, culturels, politiques et militaires et du fondamentalisme religieux, qui constitue un système global de domination dirigé par des nations et organisations puissantes.

Lorsqu'on fait apparaître ces liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique, il apparaît à l'évidence que les structures et politiques de création de richesse, lorsqu'elles sont motivées par la cupidité, le désir du toujours-plus et de l'excès – au lieu d'investir pour la vie et dans la sollicitude pour la communauté et l'écologie –, engendrent pauvreté, destruction de l'environnement et conflits. C'est ainsi que, en enlevant aux communautés et aux femmes tout pouvoir de décision, en les privant de la propriété et du contrôle des moyens de production et des ressources, notamment des ressources naturelles, le colonialisme et la mondialisation économique néolibérale, en collusion avec la patriarchie, ont porté à l'Afrique des coups doublement mortels.

En conséquence,

- nous rejetons l'économie néolibérale et patriarcale, et
- nous déclarons que la domination et l'exploitation des gens et de l'environnement est un péché contre Dieu, contre l'humanité et contre l'écologie.

Construire des théologies féministes africaines sur la pauvreté, la richesse et l'écologie

Nous rejetons la conception patriarcale, courante dans nos Eglises, selon laquelle les théologiens ne peuvent être que des « adultes » et des « hommes », réduisant ainsi la valeur des ressources intellectuelles des théologiennes.

Nous reconnaissons que les théologies dominantes actuelles sont inadaptées dans la mesure où, lorsqu'elles traitent des thèmes associés de la pauvreté, de la richesse excessive et de la destruction de l'environnement, elles sont en harmonie avec les systèmes de domination et de pouvoir.

En construisant des théologies féministes africaines qui donneront des réponses à ces questions, nous nous inspirons du pluralisme religieux et de la multiplicité des spiritualités en Afrique – notre foi chrétienne, les spiritualités africaines, les points forts des cultures religieuses africaines – ainsi que des réalités, expériences et ressources intellectuelles des Africaines.

Du point de vue de notre foi chrétienne, nous prenons pour référence le témoignage de la veuve qui exigeait la justice du juge injuste (cf. Luc 18,1-8). Cependant, nous rejetons les systèmes de domination qui contraignent les femmes à devoir réclamer la justice et à se dépenser pour l'obtenir, alors qu'elle devrait être affirmée comme un droit donné par Dieu.

Par ailleurs, des spiritualités et cultures religieuses africaines nous enseignent un certain nombre de choses :

- le caractère sacré de la vie et de toute la Création ;
- l'importance de la relation naturelle qui existe entre nous et avec notre mère la terre ;
- l'essence de relations qui se fondent sur la compassion, le respect et l'interdépendance ;
- les valeurs de l'ubuntu/botho, à savoir : partage, communauté, réparations, justice redistributrice et restauratrice, ainsi que l'économie du suffisant ; et
- la nécessité de redéfinir la richesse pour affirmer qu'elle est essentiellement centrée sur la communauté et l'écologie, de façon à ce que la richesse soit partagée et employée équitablement pour le bien-être de la communauté.

Que les Africaines et les Eglises œuvrent pour la transformation

« Voici maintenant le moment tout à fait favorable. Voici maintenant le jour du salut. Nous ne voulons d'aucune façon scandaliser personne, pour que notre ministère soit sans reproche. Au contraire, nous nous recommandons nous-mêmes en tout comme ministre de Dieu par une grande persévérance dans les détresses, les contraintes, les angoisses, les coups, les prisons, les émeutes, les fatigues, les veilles, les jeûnes, par la pureté, la science, la patience, la bonté, par l'Esprit Saint, l'amour sans feinte, la parole de vérité, la puissance de Dieu. » (2 Corinthiens 6,2-7)

Les divers lieux des théologies féministes africaines sont les sources dont nous tirons espoir pour la transformation de l'injustice systémique et qui nous donnent la force de poursuivre la lutte pour une économie source de vie.

C'est pourquoi nous nous engageons à :

- affirmer nôtre la Déclaration d'Africaines sur la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- poursuivre l'étude critique des politiques et structures socio-économiques – qui sont, pour les communautés africaines, des questions de vie et de mort – considérées en particulier dans la perspective des femmes ;
- rétablir le principe de la prise communautaire de décisions et récupérer la garde des moyens de production et des ressources de l'Afrique ;
- promouvoir des modèles non hiérarchiques pour les relations et l'économie de sollicitude ;
- poursuivre l'affirmation et la recherche de substituts affirmant la vie à la mondialisation économique néolibérale.

Nous appelons les Eglises à transformer la théologie et les pratiques discriminatoires, fondamentalistes, sexistes et patriarcales pratiquées par les dirigeants d'Eglise et les théologiens¹ (cf. Joël 2,28).

Nous invitons instamment les Eglises, les organisations œcuméniques et les partenaires à :

- faire connaître la Déclaration d'Africaines sur la pauvreté, la richesse et l'écologie en différents lieux, à différents niveaux et dans différentes enceintes (par exemple à la Réunion sur la stratégie commune entre l'Union africaine et l'Union européenne à Accra (Ghana), à la 52e session de la Commission des Nations Unies sur le statut de la femme, aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies) ;
- inciter les communautés à veiller à la représentation et à la participation des femmes dans toutes les instances de prise de décisions dans l'Eglise et dans les processus œcuméniques, notamment dans le processus AGAPE portant sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie ;
- mobiliser des ressources qui permettront aux communautés et aux femmes de participer à des discussions sur les problèmes posés par la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- approfondir l'étude et la réflexion théologiques sur la complicité des Eglises avec les systèmes économiques néolibéraux ;
- élaborer dans les Eglises un nouveau paradigme pour la formation pastorale et œcuménique ainsi que pour le langage ecclésial et homilétique, ainsi qu'une nouvelle herméneutique biblique qui s'intéressera aux liens entre pauvreté, richesse et écologie ;
- promouvoir une spiritualité œcuménique qui s'inspirera de la richesse des spiritualités africaines et des différentes croyances qui constituent la réalité du pluralisme religieux ; et
- établir et renforcer des lieux où les Eglises, en collaboration avec des mouvements de femmes et d'autres mouvements sociaux, pourront formuler ensemble des stratégies visant à vaincre la pauvreté, redéfinir la richesse, protéger l'environnement et élaborer des substituts à la mondialisation économique néolibérale.

¹ Par exemple, le traitement préférentiel et différencié accordé à certains évêques et théologiens masculins ainsi que l'usurpation de l'espace de dialogue sans prendre dûment en considération la pleine participation de tous.

6. Déclaration de jeunes Africains sur la pauvreté, la richesse et l'écologie

Préambule

La mondialisation économique n'est pas un phénomène nouveau ; son application et son contexte varient d'un siècle à l'autre. Elle a transformé les structures économiques ainsi que les institutions sociales. Les jeunes supportent une bonne partie de ses multiples conséquences. La mondialisation des économies, par exemple par la libéralisation du commerce international, a exposé les jeunes à des risques socio-économiques tels que l'exclusion socio-économique, la réduction de l'accès aux ressources naturelles et la migration.

Politiquement, économiquement et techniquement poussées par des forces du marché dont le but ultime est la maximalisation du profit plutôt qu'un développement humain durable, les politiques de mondialisation économique ont eu une influence néfaste sur la vie dans les communautés et les Eglises, ce qui affecte tout particulièrement les jeunes.

Ce qui inquiète les jeunes Africains

Dans le cadre de l'ordre économique actuel (la mondialisation économique), les pauvres se sont appauvris et les riches se sont enrichis. Tant dans le Sud que dans le Nord, il y a de plus en plus de gens qui tombent dans la pauvreté alors que la richesse se concentre de plus en plus entre les mains d'une petite minorité. Dans les pays d'Afrique en particulier, on constate une augmentation de la tendance à l'exclusion, à la pauvreté, à l'inégalité et à la destruction de l'environnement.

En Afrique, le chômage est l'une des principales conséquences de la mondialisation économique. Les jeunes sont les principales victimes du taux élevé de chômage, ce qui entraîne pour eux marginalisation et aliénation. De nombreux jeunes sont contraints à l'émigration, soit dans d'autres pays d'Afrique, soit en dehors du continent africain, pour essayer de trouver un emploi.

Les sociétés multinationales offrent des salaires injustement bas aux jeunes d'Afrique ; ce sont les jeunes femmes qui en souffrent le plus.

Dans les pays d'Afrique, la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) imposent de strictes restrictions d'allocation budgétaire aux services sociaux, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la santé, en même temps qu'ils poussent à les privatiser. Lorsqu'ils sont pauvres, les jeunes sont plus que les autres affectés par ces politiques, qui limitent leurs possibilités de mener une vie productive et saine, particulièrement face à la pandémie du VIH/sida. La pauvreté et l'illettrisme sont deux des principaux facteurs qui contribuent à la propagation du VIH/sida.

Dans un monde plus riche que jamais, de nombreux jeunes et enfants continuent à mourir chaque année de faim, de maladies d'origine hydrique et autres maladies transmissibles et par manque d'eau potable. En outre des millions de jeunes filles et jeunes femmes d'Afrique passent des heures à récolter et à charrier de l'eau et du combustible, ce qui limite leurs perspectives d'avenir et leurs choix.

En cette période de mondialisation économique, l'environnement naturel de l'Afrique est en train de se dégrader rapidement ; cela a des effets négatifs sur la production de nourriture et sur la disponibilité d'eau potable, ce qui favorise d'autant les risques de violence.

La mondialisation économique a également encouragé le consumérisme chez les jeunes. Si le processus de mondialisation s'est accompagné de progrès des technologies de l'information et des communications, il a en même temps favorisé la diffusion d'une culture numérique (par exemple les jeux informatiques) qui risque de faire tomber les jeunes dans l'aliénation en créant un monde artificiel d'hyperstimulation individualiste.

En conséquence :

Nous, jeunes Africains du Botswana, du Cameroun, du Kenya, du Nigeria, de la République démocratique du Congo, du Soudan, de Tanzanie et du Togo, participant au colloque AGAPE organisé par le Conseil œcuménique des Eglises sur le thème : « Liens entre pauvreté, richesse et écologie – Perspectives œcuméniques africaines » à Dar es-Salam (Tanzanie) du 5 au 6 novembre 2007,

- poussés par notre foi en Jésus Christ, par la compassion et par notre volonté de promouvoir le dialogue, l'œcuménisme, la justice économique et sociale, la paix et la sauvegarde de la création ;
- encouragés par les initiatives de nombreuses organisations œcuméniques et de d'étudiants, qui œuvrent sans relâche en faveur de l'atténuation de la pauvreté, la justice sociale et le développement durable ; et
- affirmant la responsabilité que nous avons, en tant que jeunes membres des Eglises d'Afrique, de donner un témoignage prophétique dans l'Eglise et la société ;

nous présentons notre position sur les quatre thèmes suivants :

Pauvreté

Pour nous, « pauvreté » signifie l'incapacité à satisfaire les besoins essentiels (nourriture, logement, vêtements et possibilités d'emploi), l'absence de qualité de vie, de justice économique, de dignité et des droits de l'homme. En outre, nous en sommes arrivés à la conviction que les politiques qui accompagnent la mondialisation économique et qui ont pour résultat de priver les pauvres de ressources, l'absence de bonne gouvernance, la corruption et l'instabilité politique sont autant de facteurs qui favorisent l'extension de la pauvreté en Afrique. Les répercussions directes de tous ces facteurs sur les jeunes sont énormes. Dans la lutte contre la pauvreté, nous accordons une grande valeur à Matthieu 25,35-36, où Jésus dit : *« Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ; j'étais nu, et vous m'avez vêtu ; j'étais malade, et vous m'avez visité ».*

Richesse

Dans le contexte de la mondialisation économique, les processus de création de richesse sont fondés, essentiellement, sur l'exploitation et la cupidité, le désir de l'excès. Cependant, nous, les jeunes, nous croyons que, plutôt que de définir la richesse comme une « accumulation de ressources, de capitaux et d'argent liquide », ce sont la justice, la paix, l'équilibre écologique, le bonheur, la satisfaction, la dignité et les valeurs culturelles qui devraient informer notre concept de la richesse. Nous, les jeunes, nous pensons que la véritable richesse, c'est le bonheur qui est source de liberté et d'indépendance. Ainsi qu'il est écrit en Proverbes 10,2 : *« Des trésors iniques ne profitent pas, mais la justice libère de la mort ».*

Ecologie

Dans le contexte de la mondialisation économique, les processus de création de richesse ont des effets destructeurs sur l'environnement. Nous avons constaté la mauvaise gestion des ressources naturelles et le pillage, l'exploitation et la pollution de l'environnement dont sont particulièrement responsables des sociétés multinationales. Cela fait partie de la dette écologique due à l'Afrique.

Migration

Pour nous, la « migration » est un mouvement de main-d'œuvre et de services. Les causes fondamentales de la migration sont, entre autres, le chômage, la faiblesse des revenus, l'insuffisance de terres et de nourriture, les conflits et le fait que les jeunes ne sont pas suffisamment reconnus.

Sur cette base, nous formulons les recommandations suivantes :

Nous appelons la BM, le FMI, l'OMC, les institutions des Nations Unies et les autres organisations internationales à :

- imposer la transparence et l'inclusivité dans la manière dont les politiques de développement sont formulées et mises en œuvre ;
- veiller à ce que leurs initiatives de développement soient acceptables et acceptées au niveau local ;
- assumer la responsabilité de leurs politiques de développement ; et
- promouvoir un développement humain durable axé sur les jeunes ainsi que la création de réseaux mondiaux de jeunes.

Nous demandons instamment aux gouvernements africains de :

- faire appel à des responsables de qualité qui amélioreront les conditions de vie des jeunes ;
- instituer et mettre en œuvre des politiques qui réduiront le fossé entre riches et pauvres ;
- veiller à ce que les ressources soient équitablement distribuées ;
- encourager le commerce régional, c'est-à-dire entre pays du continent africain, ainsi que des conditions justes et équitables pour le commerce international ;
- renforcer les établissements d'enseignement afin qu'ils donnent aux jeunes des qualifications qui leur permettront de construire leur vie ;
- améliorer les programmes officiels d'enseignement afin qu'y soient inclus des thèmes relatifs à la pauvreté, à la richesse et à l'écologie ;
- mettre à la disposition des communautés tant rurales qu'urbaines des services sociaux ainsi que les structures correspondantes ;
- renforcer les infrastructures à différents niveaux ;
- mettre en œuvre des politiques d'emploi qui protégeront les jeunes, et réglementer les politiques de recrutement et de salaire des entreprises multinationales ;
- mettre en œuvre une réforme agraire ;
- s'attaquer au problème de la corruption et de ses répercussions sur les jeunes ;
- veiller à ce que les ressources naturelles de l'Afrique ne soient pas indûment exploitées ; et
- demander des réparations pour tous les dégâts causés à l'environnement.

Nous demandons aussi au COE, à la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), aux partenaires œcuméniques et à nos Eglises de :

- renforcer les lieux où pourront se développer des relations intégrales entre les jeunes et les Eglises locales afin que les jeunes puissent participer plus activement à la vie des Eglises ;
- proposer un enseignement par des pairs et des lieux d'enseignement mutuel, avec la participation de différentes confessions, pour renforcer notre foi ;
- offrir un enseignement permettant la formation de jeunes à des postes de responsabilité autour de thèmes relatifs à la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- créer dans les Eglises une coordination et des réseaux entre jeunes qui permettront des échanges d'informations sur la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- rechercher d'autres moyens de communication ;
- assumer leur mandat prophétique en appelant les gouvernements africains à :
pratiquer une gouvernance responsable et veiller à que soient satisfaits les besoins fondamentaux de la population ; et,
assumer leurs responsabilités de façon à empêcher la violence des conflits et à promouvoir le bien-être et la paix.

Nous demandons instamment à la fois aux gouvernements et aux Eglises de :

- mettre en place des fonds spéciaux pour les jeunes afin de favoriser la création de petites entreprises, ce qui permettra la création de plus d'emplois pour les jeunes ;
- promouvoir la formation professionnelle, les réseaux professionnels et les programmes de suivi professionnel par des personnes expérimentées ;
- élaborer des systèmes de suivi des budgets ;
- mettre en place des lieux où les riches pourront partager leurs richesses avec les pauvres ;
- promouvoir un enseignement sur la manière de préserver l'environnement (par exemple encourager la plantation d'arbres).

Nous prenons les engagements suivants :

A l'unanimité, nous nous engageons à lutter contre toutes les formes d'injustice et à promouvoir l'économie AGAPE (Altermondialisation en faveur des êtres humains et de la terre) en Afrique. Plus spécifiquement, nous nous engageons à :

- faire connaître et diffuser des informations sur la pauvreté, la richesse et l'écologie ;
- adopter un comportement proactif et exemplaire dans nos contextes respectifs ;
- affirmer qu'il vaut la peine de travailler dur, invitant par là d'autres jeunes à suivre ce conseil à l'école, hors de l'école et dans les Eglises ;
- refuser d'être utilisés comme instruments d'abus, de corruption, d'exploitation et de violence contre nos frères et sœurs humains, contre nos communautés et contre la création ; et
- prendre l'initiative d'exiger des réparations et le paiement de la dette écologique due à l'Afrique.

7. Message des partenaires œcuméniques

« Je rends grâce à Dieu sans cesse à votre sujet, pour la grâce de Dieu qui vous a été donnée dans le Christ Jésus. Car vous avez été, en lui, comblés de toutes les richesses, toutes celles de la parole et toutes celles de la connaissance. C'est que le témoignage rendu au Christ s'est affermi en vous, si bien qu'il ne vous manque aucun don, à vous qui attendez la révélation de notre Seigneur Jésus Christ. C'est lui aussi qui vous affermira jusqu'à la fin, pour que vous soyez irréprochables au Jour de notre Seigneur Jésus Christ. Il est fidèle, le Dieu qui vous a appelés à la communion avec son fils Jésus Christ, notre Seigneur. » (1 Corinthiens 1, 4-9)

Nous vous remercions tous de votre chaleureuse hospitalité. Depuis notre arrivée à l'aéroport, chacun de nous s'est senti accueilli dans tout le processus du colloque, et inclus dans le dialogue. Nous affirmons la valeur de la multiplicité des voix dans la mesure où, tous, nous luttons contre les principautés et puissances de notre temps. Au moment de partir, nous nous sentons plus pleinement intégrés dans la famille œcuménique mondiale, en particulier avec nos sœurs et frères africains, dont nous pouvons maintenant voir les visages et entendre les noms.

Nous avons constaté, de nos yeux et de nos oreilles, votre puissante force enracinée en Christ dans le sol de l'Afrique. Nous avons constaté votre foi profonde et compatissante, et ressenti votre colère juste et justifiée contre l'empire, dans le ventre duquel nous sommes nombreux à vivre. Soutenu par trop de nos Eglises, l'empire détruit votre écologie, pille vos richesses, contribue à la corruption politique et sociale et plonge vos populations de plus en plus profondément dans la pauvreté absolue. Vos analyses critiques de ces réalités sociales, politiques, militaires et économiques nous ont beaucoup appris et fait réfléchir.

Maintenant que nous nous préparons à rentrer chez nous, nous vous promettons que :

- nous interpréterons les documents de ce colloque, ainsi que leur esprit, dans nos contextes locaux respectifs – dans les Eglises, dans les organisations œcuméniques et dans celles de la société civile ;
- nous poursuivrons le processus AGAPE en en faisant une partie intégrante de nos recherches, analyses et actions propres ; et
- nous continuerons à vous accompagner, dans un esprit de solidarité et d'alliance, dans les mois et années à venir.

« Pour finir, armez-vous de force dans le Seigneur, de sa force toute-puissante. Revêtez une armure de Dieu pour être en état de tenir face aux manœuvres du diable. Ce n'est pas à l'homme que nous sommes affrontés, mais aux autorités, aux pouvoirs, aux dominateurs de ce monde de ténèbres, aux esprits du mal qui sont dans les cieux... Debout, donc ! A la taille, la vérité pour ceinturon, avec la justice pour cuirasse et, comme chaussures aux pieds, l'élan pour annoncer l'Evangile de la paix. Prenez surtout le bouclier de la foi... Recevez enfin le casque du salut et le glaive de l'Esprit, c'est-à-dire la Parole de Dieu. » (Ephésiens 6, 10-17)

Au nom des participant(e)s à ce colloque originaires d'autres continents

Susan Davies (Etats-Unis)

8. Principales observations sur la création de réseaux pour un mouvement s'occupant des problèmes liés à la pauvreté, la richesse et l'écologie

Thèmes

- La pauvreté, conséquence de systèmes économiques injustes et d'une mauvaise gouvernance
- Création de richesse pour les masses africaines par le moyen d'interventions publiques, de campagnes de pression et de mobilisation
- Dégradation de l'environnement, effet direct de l'injustice économique

Structures existantes pour la création de mouvements viables

- Eglises locales et organisations liées aux Eglises, associations de femmes, organisations de jeunes, organisations masculines
- Organisations interreligieuses et mouvements de lutte pour la justice dans les domaines du genre, de l'économie et de l'écologie
- Conférence des Eglises de toute l'Afrique (Ceta) et autres organisations œcuméniques

Méthodes

- Mobilisation au niveau des communautés par des réflexions en profondeur sur les modes locaux d'acquisition des connaissances
- Colloques, ateliers et séminaires sur le témoignage public, ainsi que des campagnes de pression et de mobilisation
- Sites électroniques et réseaux Internet (avec l'aide du Conseil œcuménique des Eglises (COE) et de partenaires)
- Médias et affiches

Procédure

- Les participants aux ateliers devront chacun s'engager à diffuser les informations acquises au cours de leurs ateliers respectifs et à lancer un processus de recherches, d'analyse et d'action en se mettant en contact avec des réseaux locaux (ou en en créant un) afin de mobiliser les communautés pour qu'elles réclament publiquement la justice et fassent pression dans ce sens.
 - Le COE, la CETA, l'Alliance réformée mondiale (ARM), le Council of World Mission (CWM) et des partenaires œcuméniques lanceront le processus de création de réseaux à partir de la liste des participants :
 - énonceront des thèmes spécifiques relatifs à la pauvreté, la richesse et l'écologie de façon à ce qu'ils puissent être traités dans des brochures, communiqués par messages électroniques, analysés dans des bulletins, etc. ;
 - suivront la transmission des informations aux organisations œcuméniques et aux partenaires régionaux, à commencer par les déclarations faites à l'occasion de cet atelier ainsi que la Déclaration de Dar es-Salam ;
 - notamment à l'occasion de certains événements déjà prévus tels que la Semaine des jeunes, la Journée mondiale de prière des femmes, etc. ; et
 - mettront en relation les participants à ce colloque avec les réseaux existants au COE, à la CETA, à l'ARM et au CWM, ainsi qu'avec les partenaires œcuméniques.

9. Liste des participants

Francis Amenu, Ghana
E-mail: epchurch@ghana.com

Elizabeth Amoah, Ghana
E-mail: e.amoah@hotmail.com

Omega Bula, Canada
E-mail: obula@united-church.ca

Nancy Cardoso Pereira, Brésil
E-mail: nancy.cp@uol.com.br

Fides Chale, Tanzanie
E-mail: fschale@gmail.com

Irene Charles Mwasaga, Tanzanie
E-mail: irenemwasaga@yahoo.co.uk

Masauko Martha Chimtembo, Tanzanie
E-mail:

Susan Elizabeth Davies, Etats-Unis
E-mail: sdavies@bts.edu

Khangezile Dlamini, Swaziland
E-mail: csc@africaonline.co.sz

Simon Kossi Dossou, Bénin
E-mail: kossidossou@yahoo.fr

Reinhard Hauff, Allemagne
E-mail: zeb.wuerttemberg@elk-wue.de

Wahu Kaara, Kenya
E-mail: wahukaara@yahoo.com

Julie Kandema, Rwanda
E-mail: julikandema@yahoo.co.uk

Georgine Kengne Djeutane, Kenya
E-mail: wscf@wscf-africa.org

Hawa Kihwele, Tanzanie
E-mail: hawakihwele@yahoo.com

Célestin Gbéliho Kiki, Bénin
E-mail: epmbenin@intnet.bj

Baranite Kirata, Kiribati
E-mail: kiratab@gmail.com

Albert Kisimba Lumbwe, RD du Congo
E-mail: ajec@hotmail.com

Denis Kumbo, Camérout
E-mail: dKumbo@yahoo.com

Clement Zablon Kwayu, Tanzanie
E-mail: bumaco@kicheko.com

Godson Téyi Lawson-Kpavuvu, Togo
E-mail: godsonlawson@yahoo.com

Puleng Lenka Bula, Afriku du Sud
E-mail: Lenkap@unisa.ac.za

Faith Lugazia, Etats-Unis
E-mail: flugazia001@luthersem.edu

Alex Malasusa, Tanzanie
E-mail: elcthq@elct.or.tz

John Mapesa, Tanzanie
E-mail: mapesajm@yahoo.co.uk

Suzanne Matale, Zambie
E-mail: suzannematale@hotmail.com

Rosemary Mbogo, Kenya
E-mail: mission@ackkenya.org

Owdenburg Moses Mdegella, Tanzanie
E-mail: saraowden@hotmail.com

Reginald Mengi, Tanzanie
E-mail: hq@ipp.co.tz

Botshelo Moilwa, Botswana
E-mail: botshelom@yahoo.com

Valentine Mokiwa, Tanzanie
E-mail: mokiwa_valentine@hotmail.com

Fulata Moyo, Suisse
E-mail: fmw@wcc-coe.org

Rogate Mshana, Suisse
E-mail: rrm@wcc-coe.org

Leonard Amos Mtaita, Tanzanie
E-mail: cct-gs@do-ucc.co.tz

Jesse N.K. Mugambi, Kenya
E-mail: gnmugambi@gmail.com

Neema Mugassa, Tanzanie
E-mail: nmugassa@hotmail.com

Beatrice Mukhtar Mamuzi, Suisse
E-mail: bmm@wcc-coe.org

Amos Mushendwa, Tanzanie
E-mail: amosmushendwa@yahoo.com

Joseph Ngereza, Tanzanie
E-mail: jngereza@sjut.ac.tz

Mariam Ngowi, Tanzanie
E-mail: nenkondo2002@yahoo.co.uk

Simon Githiora Njuguna, Kenya
E-mail: simongithiora@yahoo.com

Marie-Louise Nsongo M'Pyra, RD du Congo
E-mail: mariensongo@yahoo.fr

Vivi Akakpo, Kenya
E-mail: secretariat@aacc-ceta.org

Emmanuel Olatunji, Kenya
E-mail: Olatunji@capa-hq.org

Peter Pavlovic, Belgique
E-mail: ppt@cec-kek.be

Athena Peralta, Philippines
E-mail: womenandgloby@yahoo.com

Rebecca Todd Peters, Etats-Unis
E-mail: r.peters@elon.edu

Alexandra Pomezny, Suisse
E-mail: apy@wcc-coe.org

Danielle Rahaingonjatovo, Madagascar
E-mail: r.danielle@dts.mg

Raag Rolfsen, Norvège
E-mail: rrolfsen@mil.no

Blandina Faustin Sawayael, Tanzanie
E-mail: blandina@ncatanzania.org

Marcelo Schneider, Brésil
E-mail: moderator-wcc@ieclb.org.br

Margaret Shanthi, Inde
E-mail: shanthiwc@yahoo.com

Patricia Sheerattan-Bisnauth, Suisse
E-mail: psb@warc.ch

Arthur Shoo, Kenya
E-mail: programmes@aacc-ceta.org

Frederick Shoo, Tanzanie
E-mail: elctnd@kanisa.net

Mika Siyame, Tanzanie
E-mail:

Sofia Svarfvar, Suède
E-mail: sofia.svarfvar@svenskakyrkan.se

May Nyap Jee Tan, Singapore
E-mail: maynjtan@gmail.com

Norman Tendis, Autriche
E-mail: widl@net4you.at

Stanley William, Inde
E-mail: williamstanley@gmail.com